

C'est ce qui semble ressortir du témoignage de deux femmes, habitant en France, présentes sur les lieux de l'accident et qui ont affirmé, dans deux messages qui nous sont parvenus, être prêtes à revenir, au Maroc, témoigner devant une éventuelle commission d'enquête.

L'accident est survenu dans la nuit du jeudi au vendredi 2 octobre, vers 4h du matin, à Casablanca. Un avocat qui aurait brûlé un stop est rentré en collision, de plein fouet, avec la moto de Tarik.

Selon Mlle Delphine Dubreuil, une touriste française et son amie Imane, Tarik était étendu sur le trottoir, conscient et perdait beaucoup de sang. Il se plaignait de douleurs dans la tête, au bras et à la jambe. Secouristes de formation, les deux femmes ont procédé aux premiers soins en attendant que l'ambulance arrive.

Delphine nous déclara qu'il y avait beaucoup de monde mais personne ne s'occupait de Tarik. «Ce qui m'a le plus choqué, souligna-t-elle, c'est que les policiers étaient cinq à s'occuper d'un collègue touché par la voiture de l'avocat et qui ne souffrait que de la jambe alors que Tarik saignait abondamment de la tête !

L'ambulance finit par arriver. «Si on peut appeler ça une ambulance!» Commenta Imane. Car selon elle, il n'y avait aucun

matériel d'urgence dans le véhicule, juste un brancard ! Et le personnel semble ne posséder aucune qualification !

Les ambulanciers ont refusé d'emmener Tarik dans une clinique privée comme il le souhaitait. En outre, ils ont fait monter le policier blessé dans le même véhicule ; Ce qui, selon Delphine augmente le risque d'infection d'autant plus que le policier vomissait sur le plancher.

Imane monta avec Tarik dans l'ambulance et ne lui avait pas lâché la main tout en lui parlant pour l'empêcher de s'endormir. Tarik répondait sans difficulté aucune à toutes ses questions.

Une fois arrivé, à l'hôpital, Imane a dû aider l'ambulancier à descendre le brancard car il n'y avait personne d'autre de disponible pour s'acquitter de cette tâche.

Quant à Delphine, elle est restée sur le lieu de l'accident où selon elle, un inspecteur faisait à peine son travail. Car il passait son temps à engueuler les badauds au lieu d'interroger les témoins parmi eux. Voulant connaître l'identité du chauffard,

Delphine s'est vue répondre qu'il y a eu un délit de fuite et par contre personne ne connaît l'identité du conducteur de la voiture impliquée dans l'accident.

Côté hôpital, et selon Imane, le médecin, au lieu de regarder les blessures du patient, semble ne s'intéresser qu'à chercher sa carte nationale. Quant à l'ambulancier, il se mit en devoir de fouiller les poches de la victime. Imane s'interposa puis fit un diagnostic au médecin : Saignement intensif du côté droit à l'arrière de la tête, poignée droite fracturée et blessure à la jambe.

Malgré ce diagnostic alarmant, ce n'est qu'au bout de 2 heures, qu'on a enfin accepté de transférer Tarik vers la clinique privée.

Selon Delphine qui est arrivée à la clinique en même temps que l'ambulance, le blessé hurlait de douleur et son bandage sur la tête ne tenait même pas car le sang coulait abondamment sur l'oreiller.

Comme on manquait de personnel, ce sont les amis de Tarik qui l'ont transféré

sur la table du scanner. Le médecin a permis ça alors qu'il est interdit à des non professionnels, surtout sans tenue réglementaire, de rentrer dans pareils locaux surtout que le patient a des blessures ouvertes !

Toujours selon Delphine, les médecins n'ont fait le scanner qu'une fois on a payé. Idem pour commencer à l'opérer. 4 heures après l'accident, Tarik n'avait toujours pas eu de soins.

Selon Delphine et Imane, il était malgré tout conscient et souffrait le martyr.

Finalement on a fait monter au bloc opératoire pour une opération qui aurait duré 5 heures. Il fut ensuite plongé dans un comas artificiel pour 7 jours. Delphine qui avait assisté à la réanimation de Tarik, et qui se déclare prête à revenir de France, à sa charge, pour témoigner devant toute instance, conclut qu'il y avait plusieurs erreurs et que tout n'a pas été mis en place pour sauver la vie de Tarik.

A. El Fouladi

L'Afrique touchée par le réchauffement climatique

Au moment où s'ouvre à Copenhague la conférence des Nations Unies sur le climat, en Afrique, à l'origine d'à peine 4% des émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement climatique touche déjà violemment les plus démunis.

Sécheresses et inondations à répétition, champs de maïs desséchés, progression des maladies, humains et animaux désespérés, les effets du réchauffement climatique se multiplient sur le continent africain.

Amplification des sécheresses

23 millions de personnes souffrent actuellement de faim dans tout l'Est de l'Afrique en raison du manque de pluies.

Au Kenya, les nomades Turkana abattent leur cheptel décimé par la faim et la soif pour bénéficier d'une aide d'urgence. "C'est la pire sécheresse depuis 1969, l'année où des dromadaires étaient déjà morts", expliquent des experts.

Inondations catastrophiques

L'Afrique australe a pour sa part

été frappée par des inondations exceptionnelles en début d'année, tout comme la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, le 1er septembre dernier.

Pourtant à l'origine d'à peine 4% des émissions de gaz à effet de serre, principales responsables du réchauffement climatique, l'Afrique est le continent le plus touché par ce phénomène.

Même "s'il est encore difficile de faire la part des choses entre l'impact du changement climatique et le cycle normal d'événements météorologiques extrêmes qui caractérise l'Afrique", comme le rappelle Nick Nuttall, porte-parole du directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

L'Afrique n'aura bientôt plus de glace

Les glaces ont fondu à une telle vitesse qu'elles pourraient avoir totalement disparu d'ici vingt ans des plus hauts sommets du continent, le Kilimandjaro, le Mont Kenya ou le massif des Ruwenzori.

Ce dernier massif en Ouganda a perdu depuis 1987 la moitié de ses glaciers, qui se déversent

dans la rivière Semliki marquant la frontière entre l'Ouganda et la RD Congo. Son cours a changé une centaine de fois depuis les années 60, la première fois peut-être que le changement climatique fait bouger une frontière. "Cela peut déboucher sur un conflit, car nous savons qu'il y a du pétrole autour (de la rivière)", s'inquiète Goreti Titutu, une chercheuse de l'Autorité ougandaise de gestion de l'environnement.

Le paludisme progresse en régions tempérées

L'augmentation des températures fait également progresser le paludisme dans des régions d'où la fraîcheur le tenait jusqu'à présent éloigné, comme l'Ouest de l'Ouganda, le massif des Aberdares au Kenya ou certains sommets du Rwanda.

Les hommes ne sont pas les seuls touchés : les experts des parcs nationaux kenyans constatent de plus en plus de comportements animaux anormaux, attribuables en partie au réchauffement selon eux : singes ou serpents poussés dans des maisons

par la faim, éléphants qui ravaagent des récoltes à la recherche de nourriture...

Au large de l'Afrique du Sud, la migration des sardines est désormais très pauvre une année sur deux en moyenne, l'eau étant devenue trop chaude pour ce poisson, ce qui menace à terme l'écosystème de la région.

Une prise en compte indispensable des besoins de l'Afrique

A Copenhague, l'Afrique réclamera le financement d'un fonds par les pays riches pour s'adapter à

tous ces bouleversements.

Huit ONG, dont le Centre pour l'environnement et le développement (CED-Cameroun), Greenpeace-Afrique, Forest Peoples Programme (Grande-Bretagne), ont demandé la semaine dernière, dans une déclaration commune à Yaoundé, "un accord juste et équitable" lors de la conférence de Copenhague sur le climat.

Par Marcel Bekolo
www.afrik.com/article18178.html